



LA TURQUIE ET LE PRINTEMPS ARABE

Merve Ozdemirkiran

(Doctorante au CERI Sciences Po)

« Il a été accueilli comme une *rock star* ! » ont déclaré les médias turcs et internationaux lors de la visite que le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a faite en Egypte, en Tunisie et en Lybie du 12 au 15 septembre 2011. Le chef du gouvernement a profité d'un entretien à CNN pour réfuter cette qualification : « Je ne suis pas une *rock star*, je suis un homme politique » a-t-il déclaré. Plusieurs analystes, turcs et étrangers, se sont penchés sur la personnalité du Premier ministre, très populaire dans les pays arabes où il s'est récemment rendu alors que jusque-là, la Turquie n'y bénéficiait pas forcément d'une image positive.

Recep Tayyip Erdogan doit sa popularité à son intervention spectaculaire lors d'une discussion avec Shimon Peres pendant le sommet de Davos de 2009. « *One minute!* » avait-il scandé avec fureur pour prendre la parole qui, à ses yeux, ne lui avait pas été suffisamment accordée. Après avoir ainsi interrompu le discours du président israélien, le

chef du gouvernement turc avait fait un discours très critique sur la politique d'Israël en Palestine, exprimé son mécontentement et sa déception à l'égard du déroulement du sommet de Davos, avant de se lever et de quitter la réunion. En Palestine, comme plus tard dans l'ensemble des pays arabes, son comportement a été perçu comme un avertissement à Tel Aviv. Son « *One minute!* » lancé à Shimon Peres s'adressait en fait à la politique menée par Israël dans la région. Après ce premier événement, peu relayé par les médias occidentaux, la popularité de Recep Tayyip Erdogan s'est renforcée dans les pays arabes.

En 2010, le raid d'Israël contre le ferry turc Mavi Marmara a confirmé la dégradation des relations turco-israéliennes et encore consolidé la popularité du chef de gouvernement. En fait, les tensions entre Tel Aviv et Ankara remontent à l'attaque de Gaza par Israël en 2008. Quelques jours avant l'attaque, le chef du gouvernement turc avait accueilli le Premier ministre israélien de l'époque, Ehud Olmert, pour discuter du processus de paix israélo-palestinien où Ankara jouait, avec Damas, le rôle de médiateur.

Depuis quelques années et la mise en place – surtout à partir de 2007, année du second mandat du Parti pour la justice et le développement (AKP) – d'une nouvelle politique extérieure conçue par l'actuel ministre des Affaires étrangères et ancien conseiller d'Erdogan, Ahmet Davutoglu, Ankara, qui souhaite devenir une puissance régionale, s'est davantage engagée au Moyen-Orient. L'ambition de la Turquie de réconcilier les deux parties dans le processus de paix israélo-palestinien a été freinée par l'attaque de Gaza par Israël quelques jours après la visite d'Ehud Olmert à Ankara. Comme le soulignent les journalistes turcs, cela a été perçu comme une humiliation par Recep Tayyip Erdogan et l'a conduit à durcir son attitude vis-à-vis d'Israël. C'est ainsi que le chef du gouvernement a ouvertement pris position contre Tel Aviv et qu'il est devenu le symbole de l'opposition à Israël au sein du monde arabe. L'accueil réservé au Premier ministre turc lors de ses visites en Egypte, en Libye et en Tunisie dans le sillage des printemps arabes a montré que sa popularité se renforçait puisqu'il est perçu comme un leader fort, musulman, capable de tenir tête à Israël perçu par les Arabes, comme le symbole du colonialisme occidental dans la région. Même si la Turquie n'a pas immédiatement réagi au début des révoltes et qu'elle a attendu avant de déterminer sa position, le chef du gouvernement turc est devenu très populaire dès ses premières déclarations de soutien aux populations arabes.

Ankara a modifié sa vision du Moyen-Orient au cours des dix dernières années. Selon Ahmet Davutoglu, la Turquie doit s'engager d'une manière systématique dans les domaines politique, économique et social pour devenir une puissance régionale. Auparavant, Ankara tenait les pays arabes à distance tandis qu'il conservait de bonnes relations et entretenait une coopération stratégique avec Tel Aviv. Les populations arabes avaient quant à elles une

image de la Turquie basée sur des stéréotypes ; le pays était perçu comme le successeur de l'Empire ottoman, l'ancienne puissance colonisatrice, la nouvelle République laïque qui avait brisé ses liens avec l'Islam. Cette image a constitué pendant huit décennies une barrière entre la Turquie et les populations arabes.

Le changement de politique vis-à-vis du Moyen-Orient a commencé avec l'engagement actif de la Turquie en Irak après l'occupation américaine en 2003. Malgré les « lignes rouges » définies par l'armée et par la diplomatie turques (notamment l'opposition à la formation d'une entité autonome kurde dans la région et la garantie du principe de l'unité irakienne), Ankara a développé des relations avec chacune des communautés irakiennes (chiïtes, sunnites et Kurdes). La Turquie s'est imposée comme un véritable acteur, surtout dans le domaine économique, notamment dans la région kurde. Ces activités économiques, qui se sont étendues à l'ensemble de la région – Egypte, Syrie, Libye –, ont permis aux dirigeants turcs de créer un lien direct et concret avec les populations arabes. L'utilisation de l'économie comme un instrument de *soft power* a permis à Ankara d'occuper une place plus importante au Moyen-Orient où les produits et les investissements turcs sont devenus plus visibles. Cette visibilité se caractérise également par l'exportation de nombreuses séries télévisées diffusées dans plusieurs pays arabes, la traduction de la littérature turque en arabe, la diffusion de la variété musicale, etc.

Les dirigeants turcs souhaitent nouer des liens avec les politiques des pays voisins mais aussi, et surtout, avec les populations. Dans chacune de ses déclarations, Recep Tayyip Erdogan n'oublie jamais de mentionner les populations locales. Même lors de ses déclarations – sévères – contre Tel Aviv, il a tenu à préciser que ses propos concernaient uniquement le gouvernement israélien et que la Turquie n'avait aucun problème avec le peuple d'Israël.

Le problème de cette politique est qu'elle est parfois trop associée au Premier ministre Recep Tayyip Erdogan dont les discours fortement anti-israéliens ont pu séduire les populations arabes mais qui ne seront pas suffisants pour assurer la durabilité de la popularité de la Turquie dans la région. Ankara devra probablement réajuster sa politique vis-à-vis d'Israël de manière à s'adapter aux évolutions de la situation consécutives aux soulèvements arabes de 2011. La teneur des relations qu'il construira avec les nouveaux régimes issus du printemps arabe – tout en déconstruisant ses liens, certes distants mais stables, avec les anciens régimes de Moubarak, de Kadhafi et de Bachar al-Assad en particulier – confirmeront si cette politique peut s'inscrire dans la durée.

Il est donc encore trop tôt pour affirmer que la Turquie a conquis sa place au Moyen-Orient et que cette région occupe désormais pour le gouvernement turc une place centrale. Ankara doit veiller à préserver ses rapports avec les Etats-Unis sans perdre de vue son objectif

d'adhésion à l'Union européenne. Elle doit également apaiser ses rapports avec Israël en portant la question des relations avec ce pays au plan international et en évitant d'en faire une question bilatérale.

Le printemps arabe offre à la Turquie l'opportunité de s'affirmer comme une puissance régionale. Pour ce faire, Ankara doit parvenir à fédérer l'action de différents types d'acteurs : étatiques (diplomatie) et non étatiques (homme d'affaires, ONG, artistes) tout en veillant à maintenir ses relations avec les grandes puissances, notamment les Etats-Unis et les Etats européens. Alors, on pourra dire que Recep Tayyip Erdogan a été à l'origine d'un réel changement dans la politique extérieure de la Turquie.